



Réflexions sur

Défense & sécurité nationale

Quelles réformes pour
l'ère démocratique?

Par Mohamed Meddeb

Général de Brigade (à la retraite) Armée Nationale

Leaders



978 9633 128 033

Titre 5

Le besoin d'un large débat national



La situation sécuritaire dans la vaste région Maghreb-Sahara-Moyen-Orient n'a jamais été aussi dégradée. Elle est des plus complexes, les enjeux sont importants, il y va de l'avenir des pays et de l'existence même de certains d'entre eux en tant qu'Etats. Pis encore, cette situation risque de se détériorer et durablement comme tous les indicateurs le laissent objectivement penser, d'où l'urgence pour notre pays de prendre les bonnes options pour consolider son système de défense et sécuritaire et mobiliser les ressources, entre autres humaines, nécessaires.

Cela exige de tous, d'abord chacun de nous les citoyens, puis les pouvoirs publics, la société civile, la famille et les médias, de s'investir pleinement et concrètement pour la défense et la sécurité du pays et d'y consentir les sacrifices nécessaires.

Les problématiques de défense et de sécurité nationale ne devant plus rester l'apanage des seules institutions gouvernementales spécialisées, le Tunisien doit œuvrer pour jouer, dans le système sécuritaire du pays, le rôle principal qui lui revient de droit au titre de sa citoyenneté. D'autre part, il est inadmissible et même indigne qu'un Tunisien se positionne en dehors du système sécuritaire et se contente de soutenir l'institution militaire juste par le verbe, ou la critiquer exactement comme s'il s'agissait de l'armée d'un pays étranger lointain dont le sort ne le concerne aucunement. Il est vrai que le système actuel de conscription nécessite une refonte complète, notamment au niveau de l'application des textes, pour concrétiser dans les faits son universalité et garantir l'équité parmi tous les citoyens; mais faut-il rappeler que la menace est déjà là, les combats se déroulent à nos frontières, que des milliers de militaires et de sécuritaires sont déployés en cette période même sur tout le territoire national et dans les espaces maritimes, et poursuivent la traque des terroristes entamée déjà depuis des années et vraisemblablement ils seront appelés à la poursuivre encore pour longtemps avec les sacrifices humains inhérents. Ainsi l'urgence, pour chaque citoyen, est de s'acquitter de ses devoirs; dans le cas d'espèce, les jeunes doivent, dans le cadre du service citoyen, aller renforcer les rangs des Forces Armées dans leurs nobles et multiples tâches rappelées dans ce qui suit:

- La défense de l'intégrité du territoire national,
- Le contrôle des frontières et des vastes espaces désertiques et montagneux,
- La poursuite de la guerre au terrorisme,
- Le soutien logistique et l'accompagnement sécuritaire des élections,
- L'intervention en cas de calamités naturelles (incendies et inondations) ou d'accidents graves.

Enfin, si l'accomplissement du service national, donc la défense du pays, n'est pas dans les faits un devoir sacré pour chaque citoyen tunisien, on est en droit de se demander pourquoi l'a-t-on prescrit en tant que tel dans la constitution tant glorifiée ? Et c'est quoi alors la citoyenneté ?

L'organisation d'un débat national autour du thème «Défense et Sécurité Nationale», y compris la question du service citoyen, est de plus en plus justifiée. Pour des raisons évidentes, une nation qui se respecte doit se doter d'une politique et d'un système de défense et de sécurité préventifs et crédibles, à même de faire face à toute menace et ne jamais attendre la concrétisation de l'agression pour réagir et commencer à penser son système de défense. Cela présuppose au préalable, dès le temps de paix, une planification, de la prévention, une organisation et une préparation crédible, ce qui est en lui-même un facteur de dissuasion. On ne s'attaque pas à la hâte à une armée bien prête à la guerre. D'ailleurs, n'a-t-on pas toujours affirmé que la meilleure façon d'éviter la guerre est justement de la préparer comme si elle devait éclater tout de suite ?

En outre, on n'insistera jamais assez sur le fait que le service militaire obligatoire, outre la préparation militaire qu'il assure, constitue un cadre idéal et, à mon sens, une opportunité unique de formation civique des jeunes citoyens. L'Armée est une véritable école «d'exercices pratiques quotidiens» où le jeune a l'occasion de vivre concrètement, dans ses activités de tous les jours, de nombreux comportements et valeurs de citoyenneté dont notre société a grandement besoin.

En voici, à titre de rappel, quelques valeurs jugées des plus importantes :

- Le sens «du citoyen responsable», actif et engagé dans la vie de la collectivité et non simple spectateur profitant des droits et avantages que lui garantissent sa nationalité et son appartenance juridique à ce pays;
- Le «sens sécuritaire» du citoyen et la coopération volontaire avec l'appareil sécuritaire pour le bien de la communauté. Ce sens sécuritaire permettra au citoyen de jouer volontairement et pleinement son rôle préventif, essentiel surtout dans la collecte du renseignement en coopération avec les institutions sécuritaires. Cette coopération citoyen-sécuritaires est l'une des conditions de réussite de la guerre contre le terrorisme et de toute autre opération sécuritaire dans le pays;
- Les valeurs de respect, dans la vie quotidienne, de la loi et des règlements au sens large ; les notions d'ordre, d'autodiscipline, de ponctualité, de préservation de l'environnement, de propreté...
- Le désintéressement et le sens du sacrifice pour la patrie et l'intérêt général;
- La tolérance envers les autres, les règles de vie en communauté avec ses concitoyens même de provenances régionale, sociale, idéologique ou autre des plus diverses;
- Une connaissance plus directe de la réalité du pays par la découverte durant ce service : d'autres régions du pays, des possibilités de s'entraider, de coopérer et vivre en complémentarité entre citoyens, régions, corps professionnels... Bref, tout ce qui renforce le sentiment d'appartenance à la même patrie et contribue à la cohésion sociale;
- Quant aux futurs cadres du pays, le service militaire leur offrira l'occasion aussi de mieux apprécier les réalités sociales, économiques, géographiques, écologiques...du pays ; de même il les confrontera aux exigences de défense et de sécurité, ce qui est loin d'être accessoire pour un futur dirigeant national.

Ceci, sans négliger le développement, à travers ce service militaire, de relations de confiance réciproque entre les citoyens d'une part et l'institution militaire de l'autre. Ces relations seraient alors basées sur une connaissance mutuelle réelle et non sur la méconnaissance et des préjugés généralement défavorables, d'où les rapports de méfiance et de suspicion réciproques.

Aussi, il y a lieu de souligner les possibilités offertes aux jeunes, durant le service militaire, de bénéficier d'une formation professionnelle technique solide et reconnue, leur permettant de mieux appréhender le marché de l'emploi et la vie professionnelle, une autre façon pour l'Armée de contribuer au développement du pays et ainsi renforcer sa sécurité générale.

Ce qui précède n'est qu'une vision de la problématique. Il existe certainement d'autres approches et variantes différentes. Eh bien, que le citoyen, le premier concerné et l'acteur de base de toute l'entreprise, s'exprime ! L'essentiel est que la communauté dans son ensemble, pouvoirs publics et citoyens, soit sensibilisée à ces thématiques de défense et sécurité nationale, convaincue des choix effectués; car par la suite, il leur faudra prendre part à leur mise en œuvre et contribuer activement à assurer la sécurité du pays, évidemment en lui consentant les sacrifices nécessaires. Cela ne peut être réalisé qu'à travers un large débat national que les autorités doivent s'efforcer d'organiser et qui pourrait porter, entre autres, sur les questions suivantes :

- Besoins de sécurité ? Sacrifices à y consentir ?
- Quel modèle d'armée ?
- Service citoyen obligatoire : pourquoi ? Pour qui ? Durée et modalités ? ...

- Rôles des forces armées dans les différents cas de leur engagement ?
- Forces armées et démocratie ? ;
- Participation des forces armées à l'effort de développement? Formation professionnelle ? Réalisation de projets dans les zones reculées du pays ?
- La contribution de l'Armée aux opérations de maintien de la paix conduites par l'ONU ;
- L'adéquation de la législation en vigueur avec les exigences sécuritaires et la démocratie. . .

Lequel débat pourrait être conclu par un large sondage, un référendum au format réduit, sur :

Le modèle d'armée retenu avec les conséquences qui en découlent : rôle et devoirs de chaque composante de la société, et en premier lieu le citoyen.

Ce large sondage sera une manière d'interpeller plus directement et profondément la conscience des citoyens et une chance, particulièrement pour les jeunes, pour exprimer clairement leur adhésion à la politique de défense retenue et leur engagement à assumer consciemment le rôle qui leur revient, et ce, en connaissance de cause et avec une totale conviction.